

Cottrell, Alvin J. and Burrell, R.M. (eds), *The Indian Ocean : Its Political Economic and Military Importance*, Praeger Publishers, New York, 1972, 457 p.

Jacques Benjamin

Volume 5, numéro 4, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700497ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700497ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Benjamin, J. (1974). Compte rendu de [Cottrell, Alvin J. and Burrell, R.M. (eds), *The Indian Ocean : Its Political Economic and Military Importance*, Praeger Publishers, New York, 1972, 457 p.] *Études internationales*, 5(4), 714–714.
<https://doi.org/10.7202/700497ar>

prendra de l'importance dans les années à venir à cause du désenchantement croissant par suite des défauts des traités multinationaux. Malheureusement, et malgré des contributions intéressantes et utiles, le format du livre affecte sa cohésion et, par conséquent, on ne reste qu'avec seulement quelques fragments isolés d'information et de nouveau savoir.

C. Lloyd BROWN-JOHN

Science politique,
Université de Windsor

COTTRELL, Alvin J. and BURRELL, R.M. (eds), *The Indian Ocean : Its Political, Economic, and Military Importance*, Praeger Publishers, New York, 1972, 457p.

Ce volume de 450 pages contient les communications présentées à un congrès d'études stratégiques qui s'est tenu à l'Université Georgetown de Washington en mars 1971. Les universitaires venus de onze pays de quatre continents réfléchissent sur les relations entre l'une ou l'autre des grandes puissances et les États riverains de l'océan Indien. Les principaux auteurs ont cependant eu, en introduction et conclusion de l'ouvrage, le souci d'intégrer ces données au sein d'une problématique qui étudie l'océan Indien dans son ensemble, un phénomène nouveau, comme ils le notent à plusieurs reprises. La Grande-Bretagne, en effet, a eu beau constituer durant deux siècles la puissance dominante dans l'océan Indien, ses intérêts sont toujours demeurés fonctionnels ; la Malaisie, le pétrole du golfe Persique, l'Afrique de l'Est, tous des sous-systèmes régionaux sans lien apparent entre eux. Depuis cinq ans cependant, le retrait relatif de la Grande-Bretagne a coïncidé avec l'arrivée de l'Union soviétique, deux événements dont les conséquences peuvent s'ana-

lyser de façon globale cette fois, l'importance stratégique de la région intégrée de l'océan Indien s'étudiant comme on le fait pour l'Atlantique ou le Pacifique. Comme plusieurs des chapitres monographiques le font ressortir, les pays occidentaux prennent en effet conscience, depuis quelques années, d'une menace non pas militaire mais stratégique-commerciale des États en voie de développement de la région, fournisseurs de matières premières, acheminant leurs produits dans un océan où ont maintenant surgi des vaisseaux soviétiques. La fermeture prolongée du Canal de Suez a permis d'accélérer cette prise de conscience. L'Occident, comme le signale Jacques Freymond, l'un des auteurs, se sent obligé d'établir une stratégie d'ensemble du « front méridional » au cas où la Chine et l'Union soviétique voudraient s'allier aux nouveaux États riverains pour contrôler la circulation sur l'Océan.

L'accession de ces États riverains à l'indépendance et leur hostilité à l'égard de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud ont obligé les puissances occidentales à faire un choix. Celles-ci ont cru que l'enjeu stratégique-économique devait prévaloir sur l'antipathie éprouvée par leurs propres citoyens à l'égard de l'Afrique du Sud.

Voilà en somme un ouvrage solide d'auteurs bien connus, ouvrage qui analyse la politique étrangère d'une quinzaine d'États, des plus petits (Madagascar, Île Maurice) aux plus grands (Japon, Australie). Les multiples positions sont présentées, celle de l'Afrique du Sud comme celle de la Chine, et les quelque cent pages de synthèse remplacent ces monographies dans le contexte du système régional que constitue dorénavant l'océan Indien.

Jacques BENJAMIN

Science politique,
Université de Montréal